



Photos Informations ouvrières

Non-ratification

Ce journal paraîtra quarante-huit heures avant l'élection présidentielle. Sans faire de pronostic, le résultat de cette élection s'inscrit comme un facteur supplémentaire dans la tourmente dans laquelle a replongé l'Union européenne. La presse internationale et française s'alarme de la situation en Espagne, de la politique de la Banque centrale européenne, de l'austérité, de la croissance, des marchés. Tous craignent un effondrement de la zone euro. Mais une certitude demeure : au lendemain de l'élection présidentielle, l'exigence de la non-ratification du traité européen demeurera une question clé.

L'élargissement de la campagne, les prises de position en bas, dans l'unité, posent une question nationale : celle de la non-ratification du traité. C'est pourquoi le POI a proposé que soit organisée une manifestation nationale dans l'unité pour la non-ratification du traité européen. D'ores et déjà, plus de 33 000 travailleurs ont signé cet appel. De nombreux militants du PS, du PCF, du Parti de gauche signent ou s'organisent avec les militants du POI pour mener cette campagne. Nous rendons compte des premiers éléments de cette campagne dans ces pages.

Lucien Gauthier

La campagne s'élargit, les prises de position en commun se multiplient dans tout le pays

NANCY (Meurthe-et-Moselle)

Comité pour l'unité ouvrière de l'agglomération nancéenne
Militants du PS, du Front de gauche, du POI, syndicalistes, travailleurs et jeunes

Appel à organiser une manifestation nationale dans l'unité la plus large contre la ratification du traité TSCG. "Super-Maastricht" ne doit pas être ratifié !

A la veille de l'élection présidentielle, les millions de citoyens se voient tout naturellement saisis des propositions des différents candidats, des programmes des différents partis. Qu'ils s'apprentent à voter pour l'un des candidats qui se réclament de la défense des intérêts du peuple, ou bien à s'abstenir, la grande majorité des travailleurs et des jeunes aspirent à chasser la politique anti-ouvrière de l'Union européenne, celle précisément que le traité Sarkozy-Merkel prétend graver dans le marbre de la Constitution (...).

Quelles que soient nos divergences légitimes, est-il possible de se revendiquer du mouvement ouvrier et de la démocratie et de ne pas s'engager dans la bataille contre la ratification d'un tel traité ?

C'est pourquoi nous faisons la proposition à tous ceux qui y sont prêts d'organiser, dans l'unité la plus large, une manifestation nationale à Paris contre la ratification du traité (à une date qui dépendra du calendrier de ratification, inconnu à ce jour).

Nous lançons cet appel avant même les élections de manière à signifier clairement que notre décision ne dépend ni du nom du président ni

de la majorité à l'Assemblée nationale. Elle découle d'un fait indiscutable : quels que soient le président et la majorité à l'Assemblée nationale, la ratification d'un tel traité fermerait la porte à toute solution conforme à la démocratie et à la souveraineté populaire et instaurerait la dictature de la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne. Quelles que soient nos divergences légitimes, l'intérêt de la popu-

lation ne passe-t-il pas par un accord sur le mot d'ordre : « Non à la ratification du traité TSCG », pour rassembler dans la construction d'une manifestation nationale à Paris, premier acte majeur pour empêcher la ratification, pour faire un pas dans la voie de la reconquête de la démocratie, de la souveraineté et de la sauvegarde des droits ouvriers et de la civilisation ?

SOUTIEN PUBLIC

Josette Paul (PS) ; Marie Jeanne Kuenegel (FG) ; Bernard Millot (POI) ; Fabrice Antoine, syndicaliste ; Jacky Thaller, syndicaliste ; Jean Dubessy, syndicaliste recherche ; Alain Carlier, syndicaliste ; Frédéric Elias, syndicaliste ; Joël Hesse, cheminot ; Brigitte Kes, syndicaliste ; Jean Viller ; Miguel Briosio, imprimeur ; Marie-France Samin, retraitée ; Marie-Claude Guien, professeur des écoles ; Nadine Bessaque, infirmière ; Alexandra Dos Santos, syndicaliste ; Marie-Jeanne Pernot, syndicaliste ; David Garcia, salarié ; Michel Bonnefoy, cadre de santé ; Gilles Bessaque, syndicaliste ; Franck Bristiel ; Sabrina Kail ; Yves Bechamps (PG) ; Laurent Serrier, militant de gauche ; N. Brigel, militant de gauche ; Nadine Millot, retraitée ; Gilbert Poirot, conseiller général (PG) du canton de Gérardmer ; Christophe Baron, salarié.

Espagne

L'impact de la grève générale du 29 mars en Espagne

Il faut appeler les choses par leur nom et ne pas hésiter à dire que la grève générale du 29 mars en Espagne a bel et bien provoqué un séisme dans toute l'Europe. Ce n'est pas la faillite de l'économie espagnole — elle est avérée depuis longtemps — qui a provoqué la panique du capital financier et l'effondrement des Bourses européennes ces derniers jours, c'est le surgissement de la classe ouvrière.

Ils croyaient tous pouvoir oublier le moment de frayer provoqué, il y a six mois, en plein G 8, par les travailleurs et le peuple grecs.

Ils croyaient pouvoir se rassurer derrière le « pare-feu » laborieusement élaboré par Merkel et Sarkozy ; ils croyaient pouvoir compter sur l'engagement pris par les divers gouvernements européens (de droite comme de gauche) de faire payer à leurs peuples les centaines de milliards exigés par les fonds financiers... quand brusquement, les dix millions de grévistes espagnols, les deux millions de manifestants, les dizaines de milliers de « piquets » qui se sont mobilisés pour bloquer le pays les ont rappelés à la réalité des véritables rapports de force entre les classes dans toute l'Europe.

Depuis le 29 mars, le gouvernement Rajoy, qui n'a renoncé à aucun de ses objectifs, est néanmoins littéralement paralysé.

Il n'y a aucune exagération à dire que la grève générale espagnole a déstabilisé jusqu'aux élections françaises.

Dans un effort quasi désespéré pour se « rétablir » à quelques jours du premier tour de scrutin, pour donner l'illusion de faire écho au gigantesque rejet de l'Union européenne et de ses traités en train de se développer au sein du peuple français, Sarkozy s'est dangereusement « retourné » dans son discours de la Concorde contre la Banque centrale européenne et le « pacte » conclu avec Merkel.

Osons le dire : ce rejet, qui n'a cessé de se manifester depuis le référendum du 29 mai 2005, a été conforté et encore amplifié par le signal venu d'Espagne.

Ce n'est pas la faillite de l'économie espagnole qui a provoqué la panique du capital financier, c'est le surgissement de la classe ouvrière.

Affolement général au sein des cercles les plus sérieux du capital financier.

Le journal *Les Echos*, qui s'inquiète de voir Sarkozy rejoindre Hollande dans sa manœuvre périlleuse de « renégociation », titre ce 11 avril : « Europe : le scepticisme et la confusion dominent la campagne électorale. »

Quant au journal allemand *Süddeutsche Zeitung*, il s'indigne de la « trahison » par Sarkozy de sa chancelière et écrit, sous une photo peu avantageuse : « Sarkozy se dédit ! », indiquant que tous les mécanismes de Bruxelles sont irresponsablement paralysés jusqu'au 6 mai.

Pendant ce temps-là, en Espagne, de grandes manifestations appelées par les syndicats sont annoncées le 1^{er} Mai.

Tout le monde redoute la forme qu'y prendra l'exigence qui est en train de gagner de proche en proche tout le pays : « Grève générale



Tras el 29 M, los trabajadores están dispuestos a ir a la huelga general hasta que retiren reforma laboral y recortes



EDITORIAL
Después de la huelga de marzo

"Après le 29 mars, les travailleurs sont disposés à aller à la grève générale jusqu'au retrait de la réforme du Code du travail et de toutes les coupes budgétaires."

rale jusqu'au retrait de la réforme du Code du travail et de toutes les coupes budgétaires !

Tous les gouvernements en place et à venir, dans toute l'Europe, savent que c'est de l'avenir de leur propre pays, de l'avenir de l'Europe elle-même, d'une Europe qui n'en peut plus de l'Union européenne et de ses plans d'ajustement, que leur parlent les développements espagnols.

Marc GAUQUELIN ■

ÉDITORIAL

Cinq ans après...

Gérard Schivardi,
Daniel Gluckstein
Secrétaires nationaux du POI

Certes, il faudra prendre en compte le résultat obtenu par les uns et les autres et mesurer l'ampleur de l'abstention.

Mais sans attendre, on peut risquer un pronostic : le premier tour de la présidentielle manifesterait un immense rejet. Rejet de la politique poursuivie par Sarkozy, et, plus largement, de toutes celles imposées depuis vingt ans en application du traité de Maastricht, par des gouvernements de toutes couleurs politiques.

Conscients de ce rejet, Sarkozy et Hollande ont fait l'hypothèse d'une légère modification du rôle de la BCE, dans le but évident de grappiller quelques voix supplémentaires. Quel aveu ! Mais à peine l'avaient-ils fait que Merkel opposait son veto.

La réalité est là : avant même d'avoir passé le premier tour, le futur président est déjà placé entre marteau et enclume.

D'un côté : les directives de Maastricht, la dictature de la troïka FMI-Union européenne-BCE avec leur traité TSCG et sa « règle d'or » qui inscrit l'austérité dans la Constitution nationale.

De l'autre : l'immense majorité de nos concitoyens, ouvriers, paysans, employés, jeunes, chômeurs, qui n'en peuvent plus de la politique de misère, de chômage et de décomposition imposée par l'Union européenne et qui ne veulent pas que la France soit réduite au sort de la Grèce. De ce côté-là, pas question de subir les mesures déjà annoncées, qu'il s'agisse de la mise en coupe réglée de la Sécurité sociale et des retraites, ou de l'étranglement des communes et de leurs services publics locaux !

Par le vote ou par l'abstention, des millions vont dire, ce 22 avril, leur exigence de rupture. Rien n'est joué. L'Espagne montre comment la tentative d'imposer le plan qui préfigure le TSCG provoque le soulèvement de tout un peuple. Au point d'amener les dirigeants du Parti socialiste à renoncer temporairement au consensus avec le gouvernement de droite, à apporter, contraints et forcés, leur soutien à la grève, et à refuser de voter les mesures d'austérité.

Répondre à l'attente du peuple et non se soumettre aux exigences de l'Union européenne : tel est le sens de la campagne engagée par le POI — et appuyée par 33 000 signataires — pour réaliser l'unité contre la ratification du nouveau traité TSCG.

Il y a cinq ans, le 10 avril 2007, nous lançons un appel intitulé : « *L'heure n'est-elle pas venue de reconstruire un authentique parti ouvrier ?* » Quatorze mois plus tard, au terme d'une large discussion, le Parti ouvrier indépendant voyait le jour. Dans notre appel de 2007, on pouvait lire : « *La nation veut vivre, la nation doit vivre, et, pour cela, il faut rompre avec Maastricht, l'Union européenne, et avancer vers l'union libre des peuples et des nations libres d'Europe.* » C'est sur cette base que nous avons constitué ce POI, qui s'est inscrit et enraciné dans tous les combats, ceux de la classe ouvrière pour la défense de ses droits et de ses organisations, ceux des élus pour la défense des communes et de la République. Ce POI qui mène campagne aujourd'hui, avec ses 103 candidats aux législatives, pour l'unité contre la ratification.

La démocratie exige que soit entendue l'aspiration qui, sous une forme ou sous une autre, s'exprimera ce 22 avril : rupture avec les plans d'austérité meurtriers de l'Union européenne ! Le sera-t-elle ? En rejoignant le Parti ouvrier indépendant, vous renforcerez l'outil organisé pour permettre à cette volonté de s'imposer. ■

CLICHY (Hauts-de-Seine)

Un appel commun de la section PCF et du comité POI Quel que soit le président élu, le nouveau traité européen ne doit pas être ratifié

Il y a plus d'un mois, nous mettions en garde sur les dangers du MES (Mécanisme européen de stabilité) et du nouveau traité TSCG (traité stabilité coopération gouvernance) qui fait obligation d'inscrire dans la Constitution la « réduction des services publics », en un mot : « généraliser l'austérité permanente ».

Nous affirmions en commun :

« *Les nouveaux traités ne doivent pas passer ! Nos opinions peuvent être différentes sur les choix pour l'élection présidentielle. Mais une chose est sûre : si ces traités passent et sont ratifiés, l'action de tout gouvernement à venir, quelle qu'elle soit, sera cadrée par les diktats instaurés par ces traités.* »

En France, la question de la ratification du traité européen « Super-Maastricht » se trouve posée dès le lendemain des élections. Quel que soit le président élu, ce nouveau traité européen d'austérité ne doit pas être ratifié !

Pour faire valoir cette exigence vitale pour tous, nous, section du PCF et comité POI de Clichy, quels que soient nos engagements et points de vue aux prochaines élections, appelons les citoyens, les travailleurs, les militants de toutes tendances à s'engager avec nous dans la campagne contre la ratification du traité et dans la prépara-

tion d'une manifestation nationale à Paris pour dire ensemble : « *Non à la règle d'or ! Non à la ratification du traité "Super-Maastricht" !* »

Clichy, le 14 avril 2012

Pour la section du Parti communiste français
Guy Schmaus (sénateur honoraire),
Annie Mendez (conseillère municipale),
François Delalleau
(candidat aux élections législatives)

Pour le comité du Parti ouvrier indépendant
Anne-Marie Gardent
(candidate aux élections législatives),
Daniel Tougard, Pascal Marescq. ■

**POI PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT**
Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples



AUDE

Appel de militants et d'élus de toutes tendances contre la ratification du TSCG

Nous, militants, syndicalistes, élus, laïques, nous sommes issus de toutes les tendances du mouvement ouvrier et démocratiques. Nous avons des parcours différents, des sensibilités différentes, des choix de votes différents pour les prochaines échéances électorales. Au-delà de nos choix respectifs, nous lançons un appel.

Le nouveau traité européen TSCG, s'il venait à être adopté, constituerait une camisole de rigueur contre les pays membres de l'Union européenne. Nous ne pouvons pas accepter qu'à nouveau, on ferme des écoles, des lits d'hôpitaux, que l'on brade les services publics aux marchés financiers, que l'on continue la politique de regroupement forcé des communes. Pour cela, nous appelons toutes et tous à se prononcer clairement contre la ratification. Nos choix électoraux ne doivent pas être un obstacle à l'unité pour empêcher la ratification du TSCG. S'il fallait, pour se faire entendre, aller jusqu'à manifester à Paris, nous répondrions présents.

Christian Jacq, syndicaliste postier (Narbonne) ; Brigitte Pastor, institutrice (Carcassonne) ; Jean-Michel Gavet, ouvrier retraité (Limoux) ; Jacqueline Gavet, ouvrière retraitée (Limoux) ; Gérard Schivardi, maire de Mailhac, secrétaire national du POI (Mailhac) ; Véronique Puig, syndicaliste fonction publique territoriale (Carcassonne) ; Charles Burgaudeau, instituteur (Carcassonne) ; Serge Marty, adjoint au maire (Durban) ; Eric Truel, syndicaliste EDF (Axat) ; Bernard Colin, syndicaliste fonction publique territoriale (Carcassonne) ; Jean-Marie Puig, maire PS (Saint-Jean-de-Barrou) ; Henri Garces, conseiller municipal (Malves) ; Marie-Claude Capdeville, professeur (Bram) ; Joël Laus, citoyen (Narbonne) ; Anne Tanguy, directrice d'école (Lagrasse) ; Michèle Ruinet, institutrice retraitée (Leucate) ; Dominique Cadoret, psychologue scolaire (Coursan) ; Jacques Vieules, secrétaire départemental du POI (Trèbes) ; Daniel Géry, maire, Convergences communistes (Villardonnell) ; Francine Schivardi, conseillère générale du canton de Ginestas (Mailhac) ; Jean-Marie Salles, maire (Alzonne). ■

L'Union européenne dans la tourmente

En pleine crise, les commissions de l'Union européenne continuent de produire des rapports pour "réformer" comme si de rien n'était

La Commission de Bruxelles travaille sur un rapport pour « relancer l'emploi ». Selon l'un des commissaires européens, « l'idée est de proposer une coordination des politiques de l'emploi un peu sur le modèle de ce qui se passe pour les politiques budgétaires ». Dans le projet de texte de la Commission européenne, on peut ainsi lire que « des salaires minimum différenciés tels qu'appliqués dans certains Etats membres de l'Union européenne peuvent constituer des moyens efficaces pour soutenir le marché de l'emploi ». Une telle proposition signifierait en France la remise en cause du Code du travail et des conventions collectives qui fixent l'existence d'un salaire minimum au niveau national, et non par une négociation branche par branche, entreprise par entreprise ou région par région. Loin de relancer l'emploi, il s'agit au contraire d'abaisser le coût du travail pour fournir au patronat une main-d'oeuvre « moins chère », plus flexible et précaire. D'ailleurs, la Commission propose une autre mesure en transformant « une partie des allocations versées aujourd'hui aux chômeurs en aide active à la création d'emplois pour eux ».

Bref, une forme moderne de l'esclavage. La Commission ajoute que de telles mesures « seraient plus efficaces que l'assistance ». Et, à cette occasion, plaide à nouveau en faveur d'une baisse des charges salariales. Ce que la Commission appelle « charges salariales », ce ne sont rien d'autre que les cotisations sociales, base de financement de la Sécurité sociale et des retraites, c'est-à-dire du salaire différé, qui, selon l'Union européenne, devrait également être remis en cause. Et c'est bien là le problème, au moment où en Espagne le gouvernement est confronté à une mobilisation de masse des travailleurs dans une grève générale pour interdire la remise en cause du Code du travail.

"Bruxelles s'inquiète de la capacité de Paris à réduire le déficit de 30 milliards en 2013" (Le Monde, 13 avril).

La remarque de Bruxelles ne s'adresse pas à l'actuel gouvernement, mais au prochain, afin qu'il prenne les mesures permettant d'obtenir la réduction des déficits.

A treize jours du premier tour, alors que l'Union européenne est dans la tourmente, la commission des Finances de l'Assemblée nationale débat des engagements pour quatre ans auprès de la Commission de Bruxelles !

Yan Legoff

Le 11 avril, les ministres Baroin et Péresse ont présenté devant la commission des finances de l'Assemblée nationale le programme de stabilité que le gouvernement s'apprête à transmettre à la Commission de Bruxelles. Par ce document, le gouvernement, qui n'a pourtant plus que quelques jours de fonction devant lui, engage la France à réduire à zéro les « défi-

une réponse au journal patronal *Les Echos* (13 avril) : « J'ai moi-même été très clair dans mes engagements de retour à l'équilibre en 2017. Nicolas Sarkozy prétend aller plus vite en promettant cet équilibre dès 2016. Mais quelle est sa crédibilité ? »

Il ajoute : « Pour l'exécution du budget 2012, je demanderai, dès ma prise de fonction, au président de la Cour des comptes d'établir un audit pour procéder aux éventuelles corrections. »

Les responsables UMP, par une surprenante arithmétique, expliquent que sur ces « 115 milliards d'efforts à fournir » (soit deux fois le budget de l'Éducation nationale !), « seuls 8 milliards devraient encore être trouvés », parce que le plus dur aurait été fait et déjà voté. Le plus dur reste à faire, et c'est cela qui les affole tous.

"115 milliards d'euros d'efforts à fournir. L'Etat, mais aussi les collectivités territoriales et la Sécurité sociale devront être mis à contribution" (Le ministre du Budget, Valérie Pécresse)

cits publics » du pays d'ici à 2016. Selon le ministre du Budget, Valérie Pécresse, cela représente « 115 milliards d'euros d'efforts à fournir ». Et d'ajouter : « Tous les secteurs des administrations publiques devront être mis à contribution et, en premier lieu, l'Etat, mais aussi les collectivités territoriales et la Sécurité sociale. » Il est tout de même assez extraordinaire qu'à quelques jours d'une élection présidentielle on puisse prétendre ainsi engager la France pour les quatre prochaines années alors que personne ne sait ce qui se passera demain ! Le ministre de l'Économie, François Baroin, précise : « En ce qui concerne les 30 milliards d'euro de déficit à annuler dès 2013, l'analyse vaut quel que soit le résultat des urnes, puisque les deux principaux candidats ont le même objectif : réduire le déficit à 3 % du PIB. »

Mais qu'est-ce que cela change ? Deux jours plus tard, François Hollande donne

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), institution qui réunit les représentants des gouvernants des principaux pays développés, ne s'embarrasse pas de rhétorique électorale et va dans le vif du sujet. Dans un rapport publié le 12 avril sur la « consolidation budgétaire » à opérer selon elle dans tous les pays, elle préconise pour la France :
 — une diminution d'une vingtaine de milliards d'euros des prestations familiales ;
 — une diminution des durées d'hospitalisation ;
 — l'imposition des produits de première nécessité au taux normal de TVA (19,6 %) au lieu du taux réduit (5,5 %), ce qui représenterait une ponction de 30 milliards sur le budget des familles ;
 — une réduction de 5 à 10 % du budget des collectivités locales, l'OCDE s'insurgeant contre le fait que « les quelque 37 000 communes françaises représentent 40 % de l'ensemble des communes de l'Union européenne ».



“Le suicide économique de l'Europe”

Par Paul Krugman, économiste américain

“Prenons la situation de l'Espagne, aujourd'hui à l'épicentre de la crise. Laissez tomber les histoires de “récession”. L'Espagne est actuellement en pleine dépression, avec un taux de chômage global de 23,6 %, et ce taux atteint 50 % pour les jeunes. Les choses ne peuvent continuer ainsi — et la réalisation de cet état de fait explique que l'Espagne en arrive à emprunter à des taux d'intérêt toujours plus élevés. (...) Cependant, le remède prescrit par Berlin et Francfort, vous l'aurez deviné, c'est... encore plus d'austérité fiscale. Disons les choses clairement : c'est de la folie pure. Cela fait plusieurs années que l'Europe applique des programmes d'austérité brutaux, et les résultats sont très exactement ce que n'importe quel étudiant en histoire aurait pu vous dire à l'avance : ce genre de programmes

enfonce les économies en proie à la dépression dans une dépression encore plus profonde. (...) En mars, les dirigeants européens ont signé un pacte fiscal qui institutionnalise l'austérité fiscale comme la réponse à tous les problèmes, quels qu'ils soient. Dans le même temps, les principaux responsables de la Banque centrale insistent sur leur volonté de faire grimper les taux d'intérêts au moindre signe d'inflation. Il est donc difficile d'éviter de sombrer dans le désespoir. Plutôt que d'admettre avoir été dans l'erreur, les dirigeants européens semblent déterminés à contraindre leur économie — et leur société — à plonger dans l'abîme. Et c'est le monde entier qui va en payer le prix. »

Extraits du New York Times, 17 avril 2012

L'Union européenne ressurgit avec force dans la campagne

“A quelques jours de l'élection présidentielle en France, la question de l'Union européenne, qui a été mise sous le boisseau durant des mois, ressurgit avec force. Le Figaro (17 avril) s'inquiète : « La polémique autour du rôle de la Banque centrale européenne et la situation préoccupante de l'Espagne tombée en récession au premier trimestre de cette année préoccupe les investisseurs. » Le quotidien financier *Les Echos* titre en « une » ce 17 avril : « L'Europe, bouc émissaire de la fin de campagne. Critiques tous azimuts contre l'Eu-

rope. Les deux favoris proposent de revenir sur des traités. Le débat sur la Banque centrale européenne fait ressurgir les divergences avec l'Allemagne. Les propositions des candidats souvent incomplètes ou confuses. »

Comme l'écrit ce journal, « l'Europe a été constamment présentée de manière négative dans la campagne. En pleine crise de la dette de la zone euro, défendre, voire promouvoir la monnaie unique n'est pas des plus aisés. Et il est si facile de jouer du scepticisme des citoyens pour faire porter à l'Europe plus de responsabilités qu'elle n'en a. »

L'affolement des sommets

Sarkozy menace, en cas de victoire de Hollande : « Les marchés puniront la France. » Hollande rétorque en déclarant qu'au lendemain de l'élection présidentielle, « Moody's dégradera la note de la France ». Sarkozy se réfère à plusieurs instituts financiers européens qui mettent en cause le plan économique de Hollande. Le quotidien financier *Les Echos* publie ce 17 avril une page entière sur le programme de Sarkozy, en précisant que celui-ci « n'est pas totalement financé ». Pour le grand quotidien financier de la City de Londres, le *Financial Times*, « plus le climat économique devient difficile, plus les

chantres de l'austérité sont isolés. Il est encourageant de voir que de plus en plus d'hommes politiques appellent à une stratégie européenne de croissance. » Ce que le quotidien *Le Monde* résume en écrivant : « En expliquant que l'Europe a besoin d'un “agenda de croissance”, le Financial Times appuie Monsieur Hollande. »

Le quotidien *Le Monde* (13 avril) titre : « Qu'il soit de droite ou de gauche, la Bourse veut un président qui réforme. » Mais précisément, la question est là. Comment faire pour imposer ces réformes alors que l'Union européenne est dans la tourmente et que l'affolement gagne les sommets politiques en France et dans toute l'Europe ?

Chronique

POLITIQUE

“Crève-cœur”

Laurence Fayard

Jamais, à quelques jours d'une élection présidentielle, on n'avait connu pareille situation dans les entreprises, services et administrations. Grèves, manifestations. Dans de nombreux secteurs, les travailleurs se mobilisent, le plus souvent dans l'unité de leurs organisations, sur des revendications précises et qualifiées : augmentation des salaires, défense des emplois et des statuts. C'est là l'expression du rejet, par l'immense majorité de la classe ouvrière, de la politique d'austérité dictée par l'Union européenne et ce, quel que soit le gouvernement qui sortira des urnes. C'est ainsi que dans l'Education nationale, depuis plus de quatre mois, par la grève et la manifestation, par des motions d'écoles, des pétitions, des déclarations communes, les enseignants et leurs syndicats expriment leur refus de la réforme de l'évaluation du ministre Chatel, dont le cœur est le démantèlement de leur statut national. Ils revendiquent également l'annulation des 14 000 suppressions de postes prévues à la rentrée 2012. Or Vincent Peillon, responsable éducation dans la campagne du candidat PS, a dévoilé le 12 avril les premières mesures que prendrait un gouvernement Hollande s'il était élu (1). A la mi-juillet, le nouveau ministre amorcerait la « négociation » avec les syndicats, notamment sur la réforme des rythmes scolaires et l'évolution du métier d'enseignant. Et de proposer, entre autres, un système de prérecrutement où les futurs enseignants en « contrat d'avenir » seraient astreints à un temps de travail en établissement d'environ huit heures hebdomadaires comme surveillants ou répétiteurs ! N'est-ce pas un engagement par avance à remettre en cause le statut des enseignants ? Quant aux postes et aux classes, « il faudra revenir sur certaines suppressions », affirme évasivement Peillon en versant des larmes de crocodile : « C'est un crève-cœur, mais on ne pourra recruter les enseignants nécessaires. » Pourquoi ne pas annuler les 14 000 suppressions de postes ? Aucun rapport avec l'engagement pris par Hollande de respecter à la lettre la « règle d'or » contenue dans le nouveau traité européen en ramenant les déficits publics à 0 % d'ici à 2017 ?

(1) www.cafepedagogique.net

Usine Prevent Glass, à Bagneaux-sur-Loing (Seine-et-Marne)

“Les pouvoirs publics doivent intervenir pour garantir les 220 emplois sur place”

Le samedi 14 avril, un millier de personnes, salariés avec leurs organisations syndicales, habitants et élus, ont manifesté entre Bagneaux-sur-Loing et Nemours contre la liquidation judiciaire et la fermeture de l'usine de fabrication de lunettes arrière de voitures et de vitres Prevent Glass de Bagneaux. « Si le 23 avril, la liquidation judiciaire est prononcée, les licenciements des 219 salariés suivront », déclare un délégué CGT cité par *Le Parisien*. Pour un salarié qui travaille à l'usine Corning, juste à côté, cette situation était prévisible : « Les salariés se sont fait balader depuis six ans. On leur a toujours demandé des efforts et patatras, on les jette. On est venus à cinquante pour les soutenir, car ça peut arriver chez nous. » Le maire de Bagneaux-sur-Loing, Claude Jamet (divers gauche), s'alarme : « Le département a perdu 15 800 emplois en dix ans, soit plus d'un emploi sur quatre dans ce secteur. Sur la zone d'emploi de Nemours, entre 2005 et 2010, l'industrie a perdu 1 802 emplois. » Dans une telle situation, ne faut-il pas, comme le propose le comité de Nemours du POI, exiger dans l'unité l'intervention des pouvoirs publics pour stopper la mise en liquidation judiciaire et garantir le maintien sur place des 220 emplois ?



COMMUNIQUÉ DU POI

« Prevent Glass à Bagneaux : 220 salariés menacés de licenciements. Pour le maintien des 220 emplois sur place. »
Les patrons licencieurs ont touché des millions d'euros de fonds publics. Les pouvoirs publics doivent intervenir pour garantir tous les emplois ! Depuis 2005, date de l'abandon du site par Thomson, les pouvoirs publics ont injecté des millions d'euros au travers d'aides directes, de plans de formation financés par l'Etat, la région, le conseil général. Ces fonds versés pour la revendre, comme l'a fait Rioglass avec la société Prevent en 2008, supprimant au passage 58 emplois en janvier 2009. Ensuite, c'est Volkswagen qui a drainé les fonds vers son entreprise au travers de la fixation des prix de son sous-traitant... Une fois le système épuisé, on ferme et on jette à la rue les 220 salariés restants.

Pour le POI, une fois de plus la preuve est faite que toutes les prétendues solutions d'accompagnement social des restructurations d'entreprises ne font que préparer d'autres restructurations, qui à leur tour en préparent d'autres... jusqu'à la fermeture et le licenciement de tous les salariés. La seule solution véritable, c'est l'interdiction de tout licenciement à Prevent, l'exigence du maintien des 220 emplois sur place ! Il y a urgence ! Les pouvoirs publics doivent immédiatement intervenir. Le 23 avril, Prevent ne doit pas être mis en liquidation, les 220 emplois doivent être préservés. Dans l'unité avec les organisations syndicales des salariés, avec les élus locaux, les partis se réclamant de la défense des travailleurs, exigeons du préfet qu'il intervienne pour stopper la mise en liquidation de Prevent Glass et les 220 emplois actuels doivent être tous garantis, sur place. »

COMITÉ POI DE NEMOURS

SNCF-RATP

Cinq organisations syndicales disent non à la privatisation de la ligne B du RER

Comme nous l'avons souligné dans un précédent numéro (*Informations ouvrières*, n° 194), les deux présidents de la RATP et de la SNCF ont signé conjointement et rendu publique en février dernier une lettre de mission prévoyant la création d'un groupement d'intérêt économique (GIE) RATP-SNCF sur la ligne B du RER et préparant sa privatisation. Cette lettre de mission s'appuie sur un rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les RER, établi dans le consensus par les députés de droite et de gauche !

Les directions de la SNCF et de la RATP cherchent aujourd'hui à avancer à marche forcée dans la création de ce GIE avec comme objectif central le démantèlement du statut des agents qui constitue, pour elles, l'obstacle à l'ouverture à la concurrence. La prise de position de cinq organisations syndicales de la SNCF et de la RATP d'Ile-de-France contre la privatisation, contre toute nouvelle structure juridique de gestion de la ligne B du RER et pour le maintien des deux entreprises publiques est un point d'appui pour défendre le statut.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DES ORGANISATIONS SYNDICALES CGT, UNSA, SUD, FO ET CFTD DE LA RATP ET DE LA SNCF ILE-DE-FRANCE

« Les organisations syndicales disent non à une structure juridique de gestion de la ligne B du RER ! L'ensemble des organisations syndicales (CGT, UNSA, SUD, FO, CFTD) de la RATP et de la SNCF Ile-de-France se sont réunies le 6 avril 2012 et sont unanimes pour dire non à la mise en place d'une quelconque structure juridique de gestion de la ligne du RER B. En complicité avec les élus de la commission d'enquête parlementaire, les directions SNCF et RATP souhaiteraient créer un groupement d'intérêt économique (GIE) ou public (GIP) afin de, prétendument, améliorer l'exploitation, la régularité, les conditions de transport des usagers de la ligne B. Pour les organisations syndicales, cette volonté a pour seule finalité l'ouverture à la concurrence et ainsi préparer la privatisation de la ligne B. Une première étape qui pourrait ensuite toucher tous les transports ferroviaires publics en Ile-de-France, sans répondre aux véritables besoins des usagers ! Les organisations syndicales affirment qu'il est indispensable que l'exploitation de la ligne soit assumée par les deux entreprises publiques détentrices d'un savoir-faire complémentaire.

Une nouvelle structure juridique aurait des conséquences néfastes pour les usagers. Il est nécessaire d'investir et de développer des infrastructures, actuellement trop souvent responsables des problèmes d'exploitation, et de rénover et/ou renouveler un matériel roulant inadapté qui impacte les conditions de transport des usagers. Une meilleure qualité de service passe aussi par des moyens humains supplémentaires. Déterminées, les organisations syndicales ont décidé de s'adresser au président du conseil régional (également président du STIF) et au gouvernement pour leur dire qu'elles refusent la création d'une entité concernant la ligne, quelle que soit sa forme juridique. Ensemble, nous disons :
— non à une nouvelle structure quelle que soit sa forme juridique (GIE, GIP...),
— oui au maintien et au développement des deux entreprises publiques SNCF et RATP,
— Oui à un renforcement du service public !
Paris, le 11 avril 2012. »

Laval (Mayenne)

Grève massive depuis le 5 avril à l'entreprise Saica Pack

LU DANS OUEST-FRANCE

Les salariés du carton ondulé ne veulent pas plier. « Depuis le 5 avril, les salariés de Saica Pack France sont en conflit sur tous les sites (huit en France — NDLR) », explique Donald Boscher. Le délégué syndical central FO suit la grève localement, dans l'usine de fabrication de carton ondulé de Laval, qui compte quelque 125 salariés. « Chez nous, à Laval, les trois équipes de travail font un débrayage le matin, le soir et la nuit », détaille Donald Boscher. « L'appel national lancé conjointement par la CGT et FO est très suivi, le personnel de production répond à 90 % à Laval », poursuit le délégué syndical. A Laval comme dans les sept autres sites de Saica Pack France, les grévistes réclament l'indexation de l'augmentation de leur salaire sur l'inflation, soit « un rattrapage de 0,7 % en 2011 et la garantie minimum de l'inflation en 2012 ». « Nous continuerons la grève jusqu'à ce que la direction accepte de discuter », conclut Donald Boscher.



Eure-et-Loir

L'agence régionale de santé confirme sa volonté de fermer un bloc chirurgical de nuit



Photo IO

Lors de la manifestation du 17 février, à Dreux.

Correspondant

Après plusieurs semaines de mobilisation dans l'unité à l'appel des fédérations FO, CGT, UNSA, CFDT Santé d'Eure-et-Loir et des unions locales FO et CGT de Dreux, 14 000 signatures rassemblées sur une pétition commune auprès de la population et des salariés pour le retrait du projet de fermeture du bloc opératoire de nuit à Dreux, le sous-préfet a annoncé le 17 février dernier le report du projet. Cette annonce était confirmée une semaine plus tard par le ministre de la Santé, Xavier Bertrand.

Dans un communiqué, les fédérations FO, CGT, UNSA et CFDT Santé du département informent que la direction territoriale de l'agence régionale de santé (ARS) du département vient de confirmer son projet de fermer un bloc chirurgical de nuit dans le département. « Elle confirme aussi l'ordre du directeur général de l'ARS Centre de ne pas communiquer durant la période électorale », précisent-elles.

Le communiqué poursuit : « Pour l'intersyndicale et pour plus de 14 000 signataires de la pétition, période électorale ou pas : on ne ferme pas un des deux blocs la nuit en Eure-et-Loir, nous sommes pour une continuité des soins et pour une bonne sécurité sanitaire de toute la population, ainsi qu'une offre de soins de proximité. L'intersyndicale rencontrera le docteur Ochmann à l'ARS Centre le 25 avril 2012.

En fonction des résultats de cette rencontre l'intersyndicale appellera tous les délégués, la population, élus... à un rassemblement. »

Nous publions des extraits d'un témoignage d'un militant syndicaliste du groupement départemental des services publics et de santé FO d'Eure-et-Loir. « Jeudi 12 avril 2012, au lendemain de la conférence de presse de l'intersyndicale FO-CGT-CFDT-UNSA (...), je me rends à une réunion du CHSCT du centre hospitalier de Chartres,

impatient de voir le contenu de l'article de presse : selon certaines sources l'ARS affirme que les blocs resteront ouverts ! Sic ! 14 h 15 : je lis la presse, et là l'ARS revient sur le mail de confirmation. Le projet de fermer un bloc sur les deux de garde est toujours d'actualité. Malgré les recommandations du cardiologue, mon cœur s'emballa, mon sang bouillonna. Je décide donc d'envoyer un mail à tous mes contacts avec en pièce jointe l'article de presse, la déclaration de l'intersyndicale et le mail de l'ARS qui me confirme la fermeture d'un des deux blocs.

Je me rends à la réunion publique à Châteaudun, qui a comme invité Xavier Bertrand, ministre de la Santé, avec pour objectif de lui poser la question suivante :

« L'ARS Centre nous dit un jour, on ferme un des deux blocs de garde la nuit en Eure-et-Loir, un jour on les laisse ouverts. Et vous, Monsieur le Ministre, quelle est votre position ? » Sur la route, le téléphone sonne, c'est la préfecture, le directeur de cabinet très aimable au début, m'interdit ensuite l'accès à la réunion publique, qui devient en trente secondes une réunion sur invitation. Je ne pourrai pas poser ma question au ministre ! (...)

Le ministre arrive dans un show à la beauceronne (...). Et toujours pas la possibilité de prendre la parole (...). D'un seul coup, on vient me voir en me disant : « Le ministre vous recevra après la réunion publique (...). »

Donc nous y voilà, (...) je pose mon unique question. Il me répond : « Vous êtes venu le 23 février au ministère. Pour nous l'affaire est close depuis cette date, il n'y aura pas de fermeture d'un des deux blocs la nuit en Eure-et-Loir. » Je l'informe du mail de l'ARS qui me confirme la fermeture.

Pour clore cette affaire, le ministre s'est engagé à m'envoyer une réponse officielle sur la non-fermeture d'un des deux blocs opératoires la nuit en Eure-et-Loir. »

Equipement

Interview de Hélène Virgil, déléguée FO

Les délégués FO, CGT et CFDT des adjoints administratifs refusent la remise en cause de leur statut

Toutes les organisations syndicales ont refusé de siéger lors de la commission administrative paritaire (CAP) nationale. Peux-tu en donner les raisons ? Les CAP nationales sont le lieu de gestion des corps de la fonction publique de l'Etat selon des règles statutaires, avec notamment les promotions aux grades supérieurs qui mettent en œuvre ce qu'on appelle les « ratios promus-promouvables » respectant des pourcentages de promotions d'un grade à l'autre. Or cette année, la direction du ministère nous annonce que les contraintes du ministère du Budget conduisent à une baisse, pendant trois ans, des ratios de promotion sur les deux derniers grades des adjoints administratifs, corps de catégorie C, c'est-à-dire les plus bas salaires de la fonction publique.

Au nom d'un plan d'austérité dicté par la "règle d'or" des traités européens

Qu'est-ce qui conduit à de telles mesures ? On nous a répondu que le nombre des agents était en nette diminution. Mécaniquement, il n'est plus possible de préserver les taux négociés lors du dernier plan triennal. Concrètement, ce sont plusieurs centaines d'adjoints qui voient leur carrière bloquée, et donc une aggravation de la paupérisation de ces agents de l'Etat. Cette décision, ajoutée au gel des salaires dans la fonction publique, se traduirait par deux mille adjoints administratifs au Smic au 1^{er} janvier 2013 !

Recherche

Lu dans le supplément « science et techno » du Monde, daté du 14 avril 2012

« Camarades chercheurs, dans tous les cas, préparez vos banderoles »

Marco Zito, physicien des particules, Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

L'auteur de l'article commence par citer un discours de Nicolas Sarkozy en 2010 qui promettait notamment « un investissement de un milliard d'euros » pour « l'opération Saclay ».

Puis il commente : « Hélas, le milliard du président est resté virtuel et moins d'un mois après arriva la douche froide.

Une baisse de 1,3 million d'euros dans le budget de notre laboratoire, l'IRFU (1), situé justement à Saclay, accompagné d'une baisse des effectifs. Cela allait réduire à peu de chose le 1,9 million d'euros par an dont on bénéficiait avant pour les instruments scientifiques indispensables à nos recherches. Depuis, nous avons complètement changé de mode de fonctionnement.

Les meilleurs chercheurs passent une bonne partie de leur temps à chercher des financements. »

Citant une série de dispositifs tels les « Idex, Labex, Equipex, etc. », il poursuit : « L'excellence tant vantée cache mal l'austérité généralisée (...).



Photo IO

Comment les organisations syndicales ont-elles décidé de réagir ?

Il y a eu d'abord le boycott de la CAP avec demande d'ouverture de négociations. Mais aussi la décision de s'adresser à l'ensemble des agents sur une pétition nationale intersyndicale qui exige le maintien des droits statutaires et donc l'application de ratios préservant les promotions au moins égales à celles obtenues pour le précédent plan triennal. Ras le bol de reculer encore, de se faire traiter comme des moins que rien ! D'ailleurs, en quelques jours, cette pétition a été massivement signée, non seulement par les adjoints, mais aussi par tout le personnel, de toutes catégories, y compris les cadres. La colère est immense, et la volonté de dire « ça suffit » aussi. Cela rejoint les autres mobilisations engagées également pour la défense des statuts, comme dernièrement avec la manifestation nationale des ingénieurs ou encore la grève des inspecteurs du permis de conduire. J'ajoute, puisque je suis en poste à Toulon, la grève des agents de la Dirmed, autre service du

ministère de l'Ecologie, contre la privatisation du tunnel de Toulon, pour le maintien de leur statut d'Etat.

Quel jugement portes-tu sur cette situation ?

D'abord, il y a l'extrême attachement des agents à leurs statuts, ce qui conduit à une forte exigence pour qu'ils soient préservés et donc pour que les organisations syndicales mettent au centre de leur action cette revendication. En second lieu, le fait que les collègues sont prêts à répondre, dès qu'on les sollicite, pour engager la riposte. Ainsi, il y a la pétition nationale, mais nous venons également d'appeler à une manifestation des adjoints administratifs de la région parisienne lors de la prochaine CAP du 18 avril. La détermination est grande, nous verrons comment donner suite à la CAP. Enfin, je tiens à souligner que la mise en cause des acquis statutaires a comme point de départ la baisse des effectifs au nom d'un plan d'austérité lui-même dicté par la « règle d'or » des traités européens. ■

savoir, les interrogations fondamentales. Il n'y a plus de place que pour la recherche technologique. Voilà pourquoi la recherche fondamentale, par exemple en physique, est particulièrement visée.

Comme dans d'autres domaines, ce quinquennat est celui des promesses non tenues et du maquillage des budgets.

L'"ambition première" de nombreux chercheurs est de changer de président et de cap. Toutefois, nous nous rappelons aussi le bilan du gouvernement Jospin et de son calamiteux ministre de la Recherche, un certain Allègre. Nous dûmes batailler longtemps contre son oukase qui faisait table rase des doctorants au CEA. Camarades chercheurs, dans tous les cas, préparez vos banderoles. »

(1) Institut de recherche sur les lois fondamentales de l'univers.

(2) Agence nationale de la recherche.

U N E S E M A I N E E N F R A N C E

Appel de la CGT-marins à la grève reconductible à partir du 2 mai

La Fédération nationale des syndicats maritimes CGT appelle les marins et les personnels de la navigation à la grève reconductible à partir du 2 mai pour exiger du futur gouvernement un engagement à contraindre les compagnies maritimes françaises à adopter le pavillon français de premier registre, notamment en adoptant une proposition de loi qui l'impose.

L'appel vaut pour tous les ports, de commerce ou de pêche, tels que Sète, Bordeaux, Nantes, Brest, Le Havre, Rouen, Dieppe et Dunkerque. Un précédent appel à la mobilisation lancé en janvier à ce sujet par la fédération CGT des marins avait eu surtout un écho à Marseille. Ainsi, dans un communiqué du 30 mars, le syndicat CGT des marins, sections CMN et SNCM* dénonçait le « processus destructeur qui n'a cessé de s'amplifier depuis dix ans au nom de la libre concurrence au profit de Corsica Ferries qui navigue sous pavillon international ». Il poursuivait en indiquant que ce processus « ne peut que contribuer à un désengagement et la recherche de nouvelles économies par nos directions et les actionnaires, qui se feront nécessairement avec de nouveaux plans sociaux, au détriment de l'emploi, des investissements navals, de la qualité de service et de la sécurité ».

Revenant sur le vote de l'Assemblée de la collectivité territoriale de Corse (CTC) qui s'était, dans la nuit du 22 au 23 mars, prononcée à la majorité des élus PS, MRG et PCF, « en faveur d'une nouvelle définition de délégation de service public (DSP) entre Marseille et la Corse

réduite dans ses services et ses capacités et qui laisserait tout le reste de la desserte de continuité territoriale, sur les meilleurs trafics et les meilleures périodes, offerts à la libre concurrence de la compagnie italienne "low cost" Corsica Ferries », il appelait « toute la gauche » à se ressaisir. Il concluait :

« En conséquence, nous appelons l'ensemble des salariés à se tenir prêts à se mobiliser avec la plus grande force et détermination qui soit pour obtenir le respect des engagements pris et écrits :

— par les présidents socialiste et communiste de la Collectivité territoriale de Corse, Paul Giacobbi et Dominique Bucchini, afin d'utiliser les dispositions que leur offre la réglementation pour qu'il n'y ait plus d'ouverture de ligne en dehors de tout appel d'offres lancé par la collectivité territoriale de Corse suivant les besoins et les obligations qu'elle établit (...).

— par le président socialiste de la région PACA, Michel Vauzelle, pour le dépôt et l'adoption de la loi proposée par notre fédération afin que toutes les compagnies maritimes basées en France qui opèrent dans les secteurs exclus du registre international français et au cabotage national soient soumises au pavillon français de premier registre, conformément à la réglementation française pour ses propres ressortissants. (...)

Et le maintien de la totalité des services de la délégation de service public en cours. » ■

* Compagnie méridionale de navigation et Société nationale Corse Méditerranée.

Site d'Areva-Tricastin (Vaucluse)

Trois semaines de grève pour l'augmentation des salaires et la défense des emplois



Photo AFP

ce mercredi. Plus de 450 employés dont des salariés venus en bus de tous les sites d'Areva du grand sud (Narbonne, Marcoule, Cadarache) ont répondu à l'appel des organisations syndicales CGT et FO pour réclamer la revalorisation de leur salaire, et dénoncer les conditions de travail et les réductions d'effectifs qui, selon un délégué syndical, « mettent en danger la sécurité de toute la filière nucléaire ».

Les grévistes ont bloqué toutes les entrées du site, obligeant les employés à garer leur véhicule à l'extérieur et à rejoindre leur poste à pied (...). Le mouvement de grève devrait se poursuivre jusqu'au 18 avril. »

La veille, près de 600 salariés de quatre sites s'étaient rassemblés à l'appel des syndicats CFTC, CFDT, CGT, FO, CFE-CGC et UNSA pour défendre l'emploi et les salaires et demander l'abandon du plan stratégique annoncé par la direction fin 2011, qui, selon les syndicats, gèle les salaires et les embauches et supprimerait 1 200 postes en quatre ans. ■

Lu dans Vaucluse matin

« La grève sur le site nucléaire du Tricastin, et plus particulièrement celle de l'entreprise SET, qui dure depuis 18 jours, est montée d'un cran

Essonne

Deux semaines de grève à la Société de transports par autocars (STA) pour l'augmentation des salaires

Lu dans Le Républicain Essonne, 12 avril

« Plus de deux semaines après le début du conflit qui les oppose à leur direction, les salariés de la Société de transports par autocars (STA) sont toujours en grève. Après avoir été contraints par la justice à quitter le site de TransEvry à Bondoufle qu'ils occupaient, les chauffeurs de bus sont revenus au dépôt d'Ormoiy, où ils continuent de demander 2,5 % d'augmentation de salaire ainsi que le maintien des acquis sociaux. Mardi 10 avril, une dizaine d'entre eux a tenté de se faire entendre auprès de la mairie de Corbeil-Essonnes, une des villes desservies par la STA. A leur arrivée sur la place de la mairie, les

grévistes ont bloqué la circulation et exigé de rencontrer le maire. C'est finalement Jean-François Bayle, adjoint aux transports, qui les a reçus. « J'ai entendu les revendications des salariés, assure l'élu. Ce conflit est regrettable, surtout pour les 14 000 Corbeil-Essonnois qui voyagent chaque jour avec la STA. Néanmoins, il s'agit d'un conflit d'entreprise et la municipalité ne peut pas rentrer dans ces discussions. » Une réponse qui ne satisfait pas les salariés, qui ont décidé de continuer le mouvement. De son côté, la direction de la STA a invité les grévistes à faire une nouvelle proposition. » ■



Photo AFP

Les enquêteurs de l'Insee poursuivent leur grève sur les salaires

Les enquêteurs de l'Insee, en grève partielle depuis plusieurs mois pour obtenir de meilleures rémunérations dans le cadre de négociations sur leur statut, ont décidé de poursuivre leur mouvement.

Dans un communiqué commun, la CGT, la CFDT, FO et SUD annoncent que « la grève continue ».

Les enquêteurs, qui sont environ un millier, effectuent notamment les enquêtes auprès des ménages pour calculer le taux de chômage, ou traitent les relevés de prix pour calculer l'indice des prix. Ce sont en grande majorité des femmes, qui sont rémunérées à la tâche.

L'Insee prépare une « réforme » pour en faire des contractuels de l'Etat, ce qui est à l'origine du mouvement de grève national qui touche toutes les catégories d'enquêteurs depuis début janvier.

Dans leur communiqué, les syndicats affirment que « la direction de l'Insee laisse la situation se détériorer en ne répondant pas » aux revendications salariales des salariés « concernant leur futur statut », les propositions actuelles étant « très proches du Smic ». Ils estiment que la direction « joue sur l'usure » d'un mouvement qui « concerne des précaires isolés sur tout le territoire ». ■

Manifestation d'inspecteurs du travail pour la reconnaissance de suicides comme accidents du travail

A l'appel des organisations syndicales CGT, FO, SUD, SNUTEF-FSU, quatre cents inspecteurs du travail, qui dénoncent depuis plusieurs mois des conditions de travail « dégradées », ont manifesté le 12 avril à Nanterre pour exiger la reconnaissance du suicide de deux de leurs collègues comme un accident de travail alors qu'une commission planchait sur la question en préfecture. Ils ont défilé derrière une grande banderole noire proclamant : « Suicides au ministère du Travail. Administration coupable », mettant également en cause la révision générale des politiques publiques (RGPP) qui « a pour résultat la pressurisation des agents, les contraint à des objectifs chiffrés et désorganise des services, alors que l'administration doit offrir un service de qualité. » ■

Bordeaux : grève des salariés des bus et tramways

Les cinq syndicats de Keolis Bordeaux (CFDT, CGT, FO, CFTC, CFE-CGC) appellent à la grève le 12 avril sur l'ensemble du réseau de transport de tramways et de bus où le mouvement a été suivi par « 65 % du personnel avec une forte mobilisation des conducteurs, surtout des conducteurs de bus », a déclaré le représentant du syndicat FO. Les cinq syndicats protestent contre la dégradation des conditions de sécurité due à la réorganisation par Keolis du service d'assistance prévention : ils en demandent l'abandon et le retour aux conditions antérieures de travail. « Les agressions sont en augmentation sur le réseau, et d'une violence inouïe », affirment-ils dans leur préavis de grève.

Lille : grève des salariés de la société Transpole

Les quatre syndicats (CGT, FO, CFTC, SUD) de Transpole, société de transport qui organise la circulation des bus et des tramways à Lille, ont appelé à une grève pour réclamer notamment des hausses de salaires. La circulation des bus et des tramways était totalement interrompue le 16 avril dans l'agglomération de Lille. La CGT, deuxième syndicat de la société de transport, a déposé un préavis de grève illimité, tandis que SUD, la CFTC et FO avaient appelé à un débrayage le 16 avril.

Licenciements à Viveo : décision rendue le 3 mai



Photo DR

La Cour de cassation rendra sa décision le 3 mai sur le plan de licenciements de l'éditeur de logiciels Viveo. La direction de Viveo France avait engagé en juillet 2011 un pourvoi en cassation après l'annulation par la cour d'appel de Paris d'un plan de licenciements (PSE) concernant 64 salariés pour « défaut de motif économique ». Plusieurs centaines de salariés de Viveo France, mais aussi d'Ethicon, de Sodimédical et Merck — également concernés — ont manifesté le 11 avril, jour de l'audience, avec leurs syndicats, pour exiger le maintien des emplois et défendre le Code du travail.

et la lutte émancipatrice des peuples...

Tunisie

L'UGTT appelle à manifester le 1^{er} Mai

Manifestation sur l'avenue Bourguiba à Tunis, le 9 avril.



Photo AFP

Correspondant

Moins de cent jours après sa nomination, le gouvernement de la coalition Ennahda-Ettakatol-Congrès pour la République a usé de toutes les armes pour tenter de barrer la route au mot d'ordre unanime de la révolution, la chute du régime de la dictature. Il a également utilisé tout l'arsenal des menaces et des sermons pour tenter d'interdire les mobilisations sociales, les grèves et les sit-in qui, selon Moncef Marzouki, le président provisoire de la République, « *conduisent le pays au suicide collectif* ». A plusieurs reprises, des journalistes ont été agressés physiquement lors de la couverture de manifestations. Ameer Laârayedh, l'un des membres les plus importants du bureau politique du parti du mouvement Ennahda et député à l'Assemblée nationale constituante, monte au créneau et accuse les journalistes de la chaîne publique Nationale 1 de violence verbale envers les Tunisiens car, dit-il, « *ils cherchent à faire passer leurs idées et non l'information, comme c'était le cas lors de l'ancien régime* ». On croit rêver ! Les magistrats, qui refusent de siéger dans les institutions héritières du régime de la dictature, sont menacés de sanctions. Les universités, au nom de la liberté d'expression, sont livrées aux violences organisées en toute impu-

“Le ministre de l'Intérieur doit réviser sa décision d'interdire de manifester sur l'avenue Bourguiba”
UGTT

nité par des poignées de salafistes qui tentent de ruiner l'un des plus importants acquis de l'indépendance, à savoir l'égalité des Tunisiennes et des Tunisiens sur les bancs des écoles et des universités. Samedi 7 avril, la méthode de gouvernement est la même, mais les outils changent. La manifestation des diplômés chômeurs, prévue à Tunis sur l'avenue Habib-Bourguiba, est sauvagement réprimée. Lundi 9 avril, la manifestation en commémoration des martyrs du 9 avril 1938 et de la révolution du 14 janvier 2011 subit le même sort. La police, appuyée par les milices d'Ennahda, réprime sans retenue, comme aux heures les plus sombres de la dictature de Ben Ali. Du haut du carré des martyrs, le Premier ministre ouvre les bras aux hommes d'affaires corrompus qui ont épaulé, soutenu et financé le régime de la dictature : « *La porte de la réconciliation reste ouverte pour les hommes d'affaires impliqués avec l'ancien régime, mais uniquement après avoir rendu des comptes* ». « *Le gouvernement de la honte* », comme l'a désigné la puissante manifestation du 9 avril, a magistralement démontré au peuple tunisien qu'il prolongeait le régime de la dictature tant dans sa méthode de gouvernement que dans ses objectifs économiques. Mais, avec sa puissante organisation syndicale, le peuple tunisien maintient le cap des revendications portées par la révolution. L'UGTT fait sienne la revendication d'emploi des diplômés chômeurs et « *condamne la répression de la manifestation du 9 avril 2012* », dénonce l'intervention des « *parties suspectes* », c'est-à-dire, sans les nommer, les milices d'Ennahda, et « *appelle à l'ouverture d'une enquête indépendante de toute urgence afin d'identifier et juger les agresseurs* ». Elle « *appelle à combattre ce phénomène des milices afin de ne pas conduire la société à un tourbillon de violence et de haine, (...) invite le gouvernement, et particulièrement le ministre de l'Intérieur, à réviser sa décision aberrante d'interdire les manifestations sur l'avenue Habib-Bourguiba et à ouvrir un débat national autour du respect des libertés et la préservation des acquis de la révolution* ». Et sans attendre le retrait de l'interdiction de toute manifestation sur l'avenue Habib-Bourguiba, lieu symbolique de la révolution, le communiqué annonce que l'UGTT appelle à l'organisation de manifestations massives dans toutes les villes pour le 1^{er} Mai, et particulièrement sur l'avenue Habib-Bourguiba, afin de signifier que « *la préservation du droit de manifester est un des principes de la révolution* ».

ÉCLAIRAGE

A OUM LARAYÈS, une des cités sinistrées du bassin minier et haut lieu des mobilisations ouvrières en 2008, les diplômés chômeurs se comptent par milliers. La proclamation des résultats du concours de recrutement organisé par la Compagnie des phosphates provoque la colère de la population et se traduit par la proclamation du couvre-feu. Le chiffre des emplois créés — 605 — est dérisoire par rapport au taux de chômage qui dépasse les 40 % chez les jeunes.

A EL-MALHAHA ensuite, dans le gouvernorat de Ben Arous, proche de Tunis, à la suite de la proclamation des résultats du recrutement de la société STAM, selon les témoignages de la population dont la presse a largement rendu compte, les forces de l'ordre ont largement fait usage de gaz lacrymogènes et violé les domiciles.

« *Nous avons vécu un jour noir. Les forces de l'ordre ont violé nos domiciles et nous avons subi violence et insultes* », témoigne le docker M. Rouafi.

Egypte

Crise politique ouverte au Caire

Correspondant

Invalidation des principaux candidats à la présidentielle. Recours en appel. Suspension de la commission des cent chargée de rédiger la nouvelle Constitution. L'alliance politique établie depuis la chute de Moubarak entre les généraux au pouvoir et les islamistes traverse une crise aiguë et bouscule le dispositif de la « transition démocratique » programmé de concert. Tandis que les généraux et les appareils des partis s'empresent de les juguler, les grèves se poursuivent, pour les droits, contre la tyrannie de l'exploitation capitaliste et la corruption généralisée. A cinq semaines du scrutin présidentiel, la commission électorale a invalidé dix des vingt-trois candidats inscrits, dont les trois principaux : celui des Frères musulmans, celui des salafistes et le général Omar Souleimane, homme de confiance de Moubarak. Parallèlement, le tribunal administratif du Caire a suspendu la commission des cent chargée de rédiger la nouvelle Constitution. Elle a été boycottée par les partis non religieux tout comme par l'institution islamique sunnite d'al-Azhar, l'Eglise copte, la Cour suprême constitutionnelle et la plupart des organisations professionnelles. Les Frères musulmans ont déclaré qu'ils ne feraient pas appel de la décision. La situation s'est brutalement tendue, mais une chose est sûre : — Les Egyptiens sont appelés à élire un président sans que ses pouvoirs soient définis et connus, puisque la nouvelle Constitution ne sera pas bouclée avant le scrutin. — Les principaux candidats, qu'ils soient islamistes ou généraux, sont d'ardents partisans de l'économie de marché, des privatisations et des investissements étrangers. Chacun estime être le mieux placé pour faire accepter ces plans meurtriers au peuple égyptien. — Les travailleurs égyptiens ont chassé Moubarak et se sont levés précisément pour briser le joug de l'oppression impérialiste sur leur pays et pour vivre dignement de leur travail. En témoigne la vague continue de grèves qui a touché les secteurs clés du pays et celles qui sont en cours, à quelques semaines de l'élection présidentielle. Chez le géant pétrolier mondial, ExxonMo-

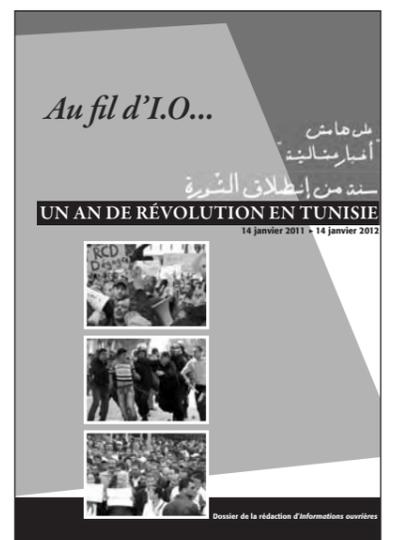
“Nous ne sommes pas des saboteurs. Au contraire, nous protégeons notre usine, nous arrosons même les fleurs”

bil, au huitième jour de la grève, le 11 avril, la direction a répondu par la suspension du travail dans l'usine du Dix-de-Ramadan et menacé de ne pas payer les salaires d'avril. « *Nous ne sommes pas des saboteurs. Au contraire, nous protégeons notre usine, nous arrosons même les fleurs* », proclament les ouvriers. Ils ont accroché deux banderoles aux grilles de l'usine. La première dit : « *Non aux contrats de travail forcé et à la tyrannie* ». Elle exprime toute leur rage et leur volonté d'en finir avec l'exploitation. Sur la seconde, on lit : « *Les peuples libres du Dix-de-Ramadan exigent l'égalité pour tous les travailleurs de Mobil* ». Embauchés par des sous-traitants, ils exigent les mêmes droits pour tous. Précisément, leurs collègues d'Alexandrie, la plus grande raffinerie du groupe, sont aussi en grève. A Hurghada, haut lieu du tourisme sur la mer Rouge, des centaines d'employés de la société hôtelière Azur, propriété de l'ancien ministre du Tourisme de Moubarak, Zoheir Garranah, qui purge cinq ans de prison pour corruption, se sont mis en grève le 13 avril. Ils ont organisé un sit-in devant les hôtels et bloqué la corniche et la promenade touristique. Ils exigent un salaire minimum de 750 livres (93 euros), l'augmentation de leur indemnité de résidence, la prime annuelle dite de profit et la prise en compte de l'ancienneté pour les promotions. Ils accusent la direction de violer les lois du travail. Une assemblée générale des professeurs des universités d'Egypte, réunie le 31 mars 2012, a adopté les revendications suivantes : amélioration des rémunérations et des conditions de travail, indépendance des universités, arrêt de l'ingérence du pouvoir dans les affaires universitaires, gratuité de l'enseignement, augmentation du budget de la recherche scientifique, rejet de toute loi universitaire à la rédaction de laquelle ils n'auraient pas participé. Le 10 avril, des dizaines de professeurs ont observé une heure de grève d'avertissement et manifesté sur leur campus au Caire, à Alexandrie, à Helwan, à Tanta, à Menoufia, au Canal de Suez, à Sud-Wadi et à Zagazig. Un porte-parole de l'assemblée générale du 31 mars a déclaré que les professeurs entendent accroître leur pression, incluant un appel à la grève générale des universités le 1^{er} Mai.

Fraternité, n°38, vient de paraître.

10 euros, l'exemplaire.

Hebdomadaire du Parti des travailleurs d'Algérie en langue française et arabe. Au prix de 1,50 euro. Ecrire à *Fraternité*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.



Haïti

Katia Ridoré (Comité haïtien pour un parti des travailleurs)
interviewée par l'Alliance des travailleurs et des peuples de la Caraïbe (ATPC)

Faire du 1^{er} juin une grande journée internationale de mobilisation pour le départ des troupes de la Minustah

La situation politique est actuellement très tendue en Haïti : démission du Premier ministre, assassinats de juges, révoications, répression... Que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

Les crimes politiques, les intimidations, la création d'un climat de peur ont toujours été les fers de lance de la classe politique haïtienne pour le contrôle du pouvoir. Quand les prérogatives démocratiques ne sont pas appliquées, quand les dirigeants sont élus dans des élections troubles, avec absence de participation populaire et sous le diktat des forces d'occupation, il n'est pas étonnant de faire ce genre de constat.

Pour ce qui a trait à la démission du Premier ministre et au tollé médiatique qui s'est fait autour des divergences existant entre lui et le président, je les considère comme des diversions pour détourner l'attention de la population des vrais problèmes quotidiens.

Martely (le président) et Gary Conille (le Premier ministre) peuvant ne pas s'entendre sur la forme, mais sur le fond, ils travaillent tous les deux pour le compte des mêmes instances, du même système. En ce sens, le peuple n'a rien à voir dans leur mise en scène.

Cette situation montre une fois de plus la nécessité d'une organisation propre de la classe populaire pour arriver à une vraie prise de pouvoir par le peuple, où il pourra être dûment représenté au sein d'une Assemblée constituante qui aura pour mission de faire entendre sa voix, défendre ses droits et de l'aider à construire une démocratie découlant directement de ses aspirations comme peuple souverain.

Cette situation, ne confirme-t-elle pas le complet échec de la prétendue mission, dite de « stabilisation », la Minustah ? Parler de l'échec de la Minustah en Haïti, c'est lui donner une bonne intention de départ. La mission même de la Minustah est faussée dès le début. Il n'y a jamais



Manifestation à Vertières, où se tenait la conférence caraïbienne pour le retrait des troupes de l'ONU.

eu de situation de guerre dans le pays, alors, une force de maintien de la paix n'a jamais eu sa raison d'être.

Sa présence répond à l'éternel besoin des forces impérialistes d'avoir une force de répression sur place en Haïti, dans un pays où les politiques néolibérales présentent clairement leur visage meurtrier et déshumanisant. Son rôle fondamental sur le terrain haïtien est de brimer la voix de la population, maintenir le statu quo, contrôler les forces politiques de l'intérieur qui, le plus souvent, sont les marionnettes du système, maintenir enfin la grande partie de la population dans la misère et l'empêcher de protester. La présence de la Minustah est une violation flagrante de la souveraineté et de la dignité du peuple haïtien. Ce sont des dizaines de milliers de soldats qui se promènent dans des chars de guerre, armés de munitions de gros calibre et d'armes lourdes au milieu d'une population livrée à elle-même.

C'est le tableau que présente la Minustah dans le pays depuis

2004. Sans compter les nombreuses exactions comme le viol de jeunes filles et de garçons, la mort de plusieurs milliers de personnes victimes du choléra, le vol des biens des paysans. En ce sens, nous avons assez de matière pour conclure que la Minustah est plutôt une mission de stabilisation de la misère et de violation des droits humains. Face à cette situation, le rôle du peuple est de lutter d'arrache-pied contre cette « mission ».

Comment voyez-vous la poursuite du combat pour le départ des troupes d'occupation, en particulier la préparation de la journée internationale de mobilisation, de soutien et de solidarité avec le peuple haïtien le 1^{er} juin prochain ?

Le combat pour le départ immédiat de la Minustah est notre grand axe d'activité. Nous nous employons à la réussite de cette journée internationale du 1^{er} juin, dont l'appel a été lancé lors de la réunion continentale à São Paulo (Brésil) le 5 novembre dernier. Conférence

à laquelle participaient, je le rappelle, des délégués de sept pays du continent dont les gouvernements sont engagés dans l'occupation d'Haïti. Cette proposition a été reprise par la conférence caraïbienne de Vertières les 16, 17 et 18 novembre.

Nous sommes également partie prenante du Comité pour un parti des travailleurs haïtiens, au niveau de la préparation et de la participation de ses membres à cette journée.

En Haïti s'est constitué un comité de suivi regroupant diverses organisations ouvrières et populaires, et un comité pour le dédommagement des victimes du choléra qui a été à l'origine de plusieurs mobilisations importantes ces derniers mois, réclamant le départ de la Minustah.

Ces deux regroupements appellent aujourd'hui à faire du 1^{er} juin, journée internationale, une puissante journée de mobilisation en Haïti.

Nous sommes partie prenante de ces initiatives.

Propos recueillis par
Robert FABERT ■

BRÉSIL

Un dirigeant paysan assassiné dans l'Etat de Maranhao

Raimundo Alves Borges, un dirigeant paysan qui dénonçait la vente illégale de terres dans l'Etat de Maranhao (nord-est du Brésil), a été assassiné par balles samedi soir 14 avril, lors d'une véritable embuscade tendue par des hommes de main de grands propriétaires terriens.

D'après des témoins, les assassins étaient en moto et avaient mis des tronçons d'arbre en travers de la route pour empêcher la voiture de Borges de passer. Quand ce dernier est descendu pour les retirer, les tueurs l'ont criblé de balles.

Borges, 56 ans, dénonçait l'achat et la vente illégales de terres dans la colonie paysanne « Terra Bela », à Buriticupu, où des paysans avaient obtenu un maigre lopin de terre, dans l'attente d'une véritable réforme agraire.

Il est la 247^e victime de la violence provoquée par les propriétaires terriens lors des conflits agraires dans le seul Etat du Maranhao au cours des vingt-cinq dernières années.

GUINÉE-BISSAU

Un syndicat appelle à la grève générale contre le putsch de l'armée

L'Union nationale des travailleurs de Guinée-Bissau (UNTG), l'un des principaux syndicats de ce pays, a appelé dimanche 15 avril à une grève générale pour protester contre le coup d'Etat perpétré par l'armée il y a une semaine.

Dans un communiqué, l'UNTG, qui regroupe quelque huit mille adhérents, essentiellement dans la fonction publique, « informe tous ses membres, l'opinion nationale et internationale qu'elle lance un mot d'ordre de grève générale à partir de demain (lundi) pour protester contre le coup d'Etat perpétré par l'armée ».

L'appel à la grève survient au moment où les putschistes et des leaders de partis de l'ex-opposition ont décidé de « dissoudre toutes les institutions » et de créer un « Conseil national de transition » (CNT).

ETAT D'ISRAËL

Près de 1 600 prisonniers palestiniens en grève de la faim

Près de 1 600 prisonniers palestiniens d'Israël, soit plus d'un tiers du total des prisonniers qui croupissent dans les geôles israéliennes, ont entamé une grève de la faim afin d'obtenir une amélioration de leurs conditions dans les prisons de l'occupation. Ce mardi 17 avril, jour où commencera cette action, coïncide avec la « Journée des prisonniers palestiniens ». Dix prisonniers, tous en détention administrative, sont déjà actuellement en grève de la faim dans les prisons israéliennes, selon l'association des prisonniers palestiniens.

Deux d'entre eux, Bilal Diab, 27 ans, et Thaër Halahla, accusés de liens avec le mouvement radical Jihad islamique, refusent de s'alimenter depuis quarante-huit jours et leur état inspire l'inquiétude des médecins. Hanaa Chalabi, 30 ans, l'une des vingt-sept femmes relâchées par Israël lors de l'échange de 1 027 prisonniers palestiniens en octobre dernier, a ainsi suivi une grève de la faim de quarante-trois jours. Elle a été libérée le 1^{er} avril à Gaza, où elle a été bannie pour trois ans en échange de son élargissement.

Plus de 4 700 Palestiniens sont détenus par Israël, dont 120 incarcérés avant les accords d'Oslo de 1993, et 320 en détention administrative, selon le Club des prisonniers palestiniens. La plupart purgent des peines de prison à perpétuité.

AFGHANISTAN

Les mots et les faits

Il y a maintenant plus de dix ans que l'Afghanistan était envahi par les troupes de l'Otan. Lors de son élection en 2008, le président Obama avait annoncé que la guerre en Afghanistan constituait une « priorité », que tous les moyens seraient mis en œuvre pour la terminer « victorieusement ».

Depuis, l'Afghanistan a quitté la « Une » des grands médias. On se rappelle qu'il y a une guerre en cours à l'occasion de la mort de militaires servant dans les armées de l'Otan sous commandement américain. On ignore les milliers de morts et de blessés dans la population civile victimes des bombardements des « zones rebelles ».

Ce week-end, il a bien fallu faire état du fait qu'un commando — désigné comme formé de « talibans » — était intervenu dans le centre de Kaboul, dans la zone la plus protégée de la ville, où se trouvent les ambassades étrangères et le quartier général de l'Otan. En même temps, dans la ville de Bannu, dans le sud-ouest de l'Afghanistan, quatre cents prisonniers ont été libérés par une attaque menée contre la prison de la ville. Le *New York Times* souligne que ce « raid audacieux et parfaitement discipliné » constitue un « grand coup de propagande pour les talibans ».

Pour le reste, il est toujours question d'« opérer un retrait des troupes de l'Otan » lorsque « la situation dans le pays sera sécurisée ». Jusques à quand...

Appel à une journée internationale de solidarité et de mobilisation le 1^{er} juin 2012

Huit années d'occupation : assez ! Dehors la Minustah !

« (...) Le premier juin 2012, la Minustah aura huit ans de présence en Haïti. Pendant ces huit années, cette force dite de stabilisation est devenue tristement célèbre à cause de ses multiples exactions contre le peuple haïtien. Beaucoup de cas de violations des droits de la personne (viols, vols, violation de l'espace universitaire) sont connus de tous et ont été dénoncés en grande partie par les organismes de droits humains et des organisations syndicales et populaires. L'introduction de l'épidémie de choléra par la Minustah est venue aggraver la plaie. Plus de 7 000 morts du choléra et plus de 500 000 infectés sont déjà recensés.

Face à cette situation alarmante, nous assistons dans notre pays à une poussée grandis-

sante de haine et de mobilisation contre la Minustah.

C'est dans ce contexte que le comité de suivi de l'enquête internationale sur Haïti et le collectif de mobilisation pour le dédommagement des victimes du choléra ont déjà organisé plusieurs activités de sensibilisation et de mobilisation pour exiger le retrait immédiat de la Minustah et le dédommagement des victimes par les Nations unies. »

Après avoir rappelé le meeting de São Paulo, la conférence de Vertières et les diverses initiatives en Haïti pour le retrait de la Minustah, l'appel poursuit :

« La mobilisation doit suivre son cours, jusqu'à la victoire finale (...).

Ensemble, exigeons :

— l'annulation totale et inconditionnelle de toutes les dettes d'Haïti ;

— l'arrêt des politiques d'ajustements structurels ;

— le remboursement par la France des 21 milliards de dollars américains rançonnés à la République haïtienne ;

— le départ immédiat des forces d'occupation ;

— la suppression de la CIRH (instance suprême-tatique, dirigée par l'ex-président américain Bill Clinton) ;

— le dédommagement de toutes les victimes de la Minustah, par les Nations unies. »

PORT-AU-PRINCE, LE 4 AVRIL 2012

Pour le comité de suivi : Petit-Jean DERINX.

Pour le collectif : Yves PIERRE-LOUIS ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

PORTUGAL

Grève des contrôleurs aériens

Les contrôleurs aériens portugais sont en grève contre la restructuration de leurs services.

La Commission des travailleurs de NAV Portugal a déposé un préavis de grève pour les 12 et 13 avril, et la grève doit être reconduite les 19, 20 et 26 avril.

« L'adhésion à la grève a été de 100 % dans les neuf aéroports du pays et les deux centres de contrôle aérien à Lisbonne et à Santa Maria (Açores) », a indiqué Carlos Felizardo, coordinateur de la Commission des travailleurs.

HONGRIE

Suppression de 22 400 bourses d'études à la rentrée

Les « réformes » de l'enseignement supérieur du Premier ministre hongrois, Viktor Orban, ont brutalement ruiné les espoirs de milliers de lycéens qui aspirent à poursuivre leurs études. Adoptées fin 2011, elles sont marquées par une baisse drastique du nombre d'étudiants bénéficiant d'une bourse de l'Etat.

De 53 400 cette année, le nombre d'étudiants boursiers va tomber à 31 000 en septembre, sur un total de cent mille places d'étudiants dans les universités hongroises, souligne Maria Heller, directrice de l'institut de sociologie de l'université Eotvos Lorand (ELTE).

Par ailleurs, les étudiants boursiers devront signer un contrat qui les obligera à travailler pour un employeur hongrois pour une période deux fois plus longue que la durée de leurs études. Pour « aider » les étudiants, ainsi privés de bourses, à financer leurs études, le gouvernement veut créer des « prêts étudiants » dont il n'a pas précisé les conditions. En fait d'aide, il s'agit de substituer à un droit l'obligation de s'endetter, pour le plus grand profit des banques !

CHIFFRE

181 000

C'est, selon un porte-parole du Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), « le nombre de personnes déplacées par une opération (de l'armée pakistanaise) en cours dans le nord-ouest du pays ».

SERBIE

Vague de grèves à la veille des élections

La grève des employés de la compagnie serbe de transport fluvial Dunav Agregati a paralysé durant plusieurs heures la navigation sur le Danube. Les bateaux avaient été placés en travers du Danube à proximité de Novi Sad (80 km au nord de Belgrade), bloquant toute circulation sur ce fleuve, long de 2 860 kilomètres, reliant l'Europe occidentale à la mer Noire.

Cette grève s'inscrit dans une série de grèves et de manifestations en Serbie, quelques semaines avant les élections générales prévues pour le 6 mai, alors que le chômage frappe 23 % de la population.



Le FMI a découvert le responsable de la crise économique... le travailleur retraité !

« Le risque financier que représente l'allongement de l'espérance de vie est probablement sous-estimé et il pèse déjà et pèsera encore lourdement sur les comptes publics », affirme le Fonds monétaire international (FMI) dans une étude publiée mercredi 11 avril.

« Si en 2050 la durée de vie moyenne se rallongeait de trois ans, le coût du vieillissement, déjà élevé, augmenterait de 50 % », se hasarde à prévoir le FMI. Or trois ans est « la sous-estimation moyenne de la longévité par le passé », affirme-t-il encore de manière péremptoire.

« Une plus grande attention à cette question serait justifiée aujourd'hui d'un point de vue financier », déclarent les auteurs. Selon eux, « le risque de longévité menace de saper la viabilité des finances publiques dans les années et décennies à venir, compliquant des efforts de rééquilibrage de long terme en réaction aux difficultés budgétaires actuelles ».

Le FMI lance deux recommandations aux Etats membres : reconnaître l'étendue du problème et prévoir les mécanismes qui permettront d'y répondre. En particulier, il prône un allongement de la durée de la vie active. Cela au moment même où, en Europe et dans le monde, le capital jette à la rue des millions de travailleurs – et, notamment des travailleurs âgés et qualifiés.

« La meilleure politique serait de lier le droit aux pensions de retraite aux évolutions réelles de la longévité, de préférence par des ajustements automatiques ou périodiquement effectués grâce à une formule mathématique, afin d'éviter un débat public récurrent sur le sujet », explique le FMI.

On n'est jamais trop prudents...

AFGHANISTAN

La Kabul Bank, épice de la corruption afghane et image de la finance mondiale...

Dix ans après l'intervention des troupes de l'Otan et les dizaines de milliards de dollars de prétendue « aide à la démocratie », « l'Afghanistan baigne dans un niveau de corruption gigantesque qui nourrit largement le conflit », note l'AFP (12 avril).

Le scandale de la Kabul Bank, première banque privée afghane, centre d'une opération de détournements de fonds qui pourraient atteindre près d'un milliard de dollars, illustre la corruption dans laquelle est plongé le pays, y compris au plus haut niveau. L'affaire démarre en septembre 2010 lorsque la banque, qui verse notamment les salaires de 80 % des fonctionnaires, dont une partie de l'armée et de la police, est déclarée en quasi-faillite. Très vite, il se révèle que plusieurs de ses administrateurs, dont Mahmoud Karzaï, frère du président Hamid Kar-

zaï, et un frère du vice-président, Mohammad Qasim Fahim, se sont accordés d'importants prêts jamais remboursés pour un montant total de quelque 900 millions de dollars.

En avril, sous l'égide de la Banque centrale d'Afghanistan, la Kabul Bank est divisée en deux entités, l'une récupérant ses activités saines et qui devient la « Nouvelle Kabul Bank », l'autre héritant des créances douteuses.

En juin, le gouverneur de la Banque centrale, Abdul Qadir Fitrat, fuit aux Etats-Unis car il se dit « en danger », après avoir cité les noms des responsables de ces détournements de fonds.

La 12 avril, la Banque centrale afghane annonce que le gouvernement va rendre la Nouvelle Kabul Bank au secteur privé. ■

JAPON

Sony supprime 10 000 emplois

Le 12 avril, Sony, le géant japonais de l'électronique, a annoncé la suppression d'environ dix mille emplois d'ici à fin mars 2013, soit 6 % du personnel employé au 31 mars 2011.

Lors d'une conférence de presse, le patron du groupe, Kazuo Hirai, a justifié cette saignée par la perte de 520 milliards de yens (quelque 5 milliards d'euros) pour 2011-2012 et indiqué que Sony n'avait d'autres choix que de revoir son périmètre d'activités et de réduire ses coûts fixes – entendez : le « coût du travail » – pour atteindre une marge d'exploitation d'au moins 5 % en 2014-2015.

GRÈCE

Le chômage a presque doublé depuis 2010

Le chômage en Grèce a atteint 21,8 % de la population active en janvier, a annoncé jeudi 12 avril l'Autorité des statistiques grecque (Ase), soit un taux de chômage qui a presque doublé en deux ans par rapport au 11,3 % de janvier 2010, année du début de la « crise de la dette » dans le pays.

En un seul mois, en janvier, le nombre de chômeurs a augmenté de 25 953 personnes. Plus 344 913 en un an. Nationalement, la Grèce compte au total 1,084 million de chômeurs. Les jeunes entre 15 et 24 ans et les femmes sont les plus touchés, plus d'un jeune sur deux est au chômage (50,8 %), 25,7 % chez les femmes. L'explosion du chômage a commencé début 2010 avec la crise de la dette. Et, l'austérité imposée par la troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et FMI) n'a fait qu'aggraver la brutale récession qui frappe la Grèce depuis cinq ans.

GRANDE-BRETAGNE

Le directeur général de British Airways entend supprimer 1 200 emplois pour restaurer la rentabilité



La compagnie aérienne britannique British Airways a annoncé le 12 avril qu'elle prévoyait jusqu'à 1 200 suppressions d'emplois au sein de la compagnie BMI, qu'elle doit intégrer après l'avoir rachetée à la compagnie allemande Lufthansa.

« BMI réalise de lourdes pertes et n'est pas viable sous sa forme actuelle. Notre proposition permettrait de pérenniser environ 1 500 emplois qui auraient sinon été perdus », a déclaré M. Keith Williams, le directeur général de British Airways.

Accepter des suppressions pour qu'il n'y en ait pas d'autres : le refrain est connu. Mais la réalité est ailleurs, c'est celle du profit. « Nous cherchons à restructurer l'activité et à restaurer la rentabilité », a fait valoir cyniquement M. Keith Williams, pour qui « les pertes d'emplois sont profondément regrettables mais inévitables ». La Commission européenne avait approuvé fin mars le rachat de BMI par British Airways, à condition que cette dernière s'engage à offrir plusieurs créneaux horaires par jour à l'aéroport de Londres-Heathrow, de manière à faciliter l'arrivée de concurrents.

ITALIE

Manifestation à Rome de dizaines de milliers de travailleurs privés de toute pension de retraite

Des dizaines de milliers de travailleurs et de retraités ont manifesté vendredi 13 avril à Rome avec les trois grands syndicats italiens, la CGIL, la CISL et l'UIL, contre une conséquence de la réforme des retraites du gouvernement de Mario Monti aboutissant à ce que 350 000 salariés vont se retrouver sans pension. Les trois grandes centrales italiennes dénoncent une véritable rnaque : de nombreux Italiens, ayant signé un « accord de licenciement » leur permettant de toucher le chômage avant d'avoir droit à leur retraite, vont se retrouver sans revenu lorsque leurs droits au chômage seront épuisés, en raison du relèvement de l'âge de départ en retraite introduit par la réforme.